

25 octobre 1991 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe de MM. François Mitterrand, Président de la République, et Felipe Gonzalez, Président du gouvernement espagnol sur la conférence pour le règlement du conflit du Proche- Orient, les relations franco-espagnoles, notamment en matière de lutte contre le terrorisme et la défense européenne, Madrid, le 25 octobre 1991.

M. FELIPE GONZALEZ.- Bonsoir, bienvenue à cette conférence de presse. Aujourd'hui, nous avons le plaisir d'accueillir le Président de la République française pour un des sommets que nous célébrons habituellement depuis déjà plusieurs années en France ou en Espagne. Nous avons changé le lieu de la réunion pour des raisons de travail. Je demande pardon au Président qui tenait à se rendre en Galice. Le sommet a eu lieu comme nous l'espérions dans un climat d'accords, je dirai qu'il s'agit d'accords de plus en plus fermes et de plus en plus solides en ce qui concerne les sujets qui nous intéressent mutuellement. Nous avons passé en revue les sujets des délégations qui nous accompagnent. Nous avons parlé du processus européen et en particulier du défi qui se présente à nous, lors du sommet de Maastricht. Nos pays ont des positions très convergentes comme on le sait déjà, et, nous pensons nous rapprocher de la date du sommet de Maastricht en arrivant à des accords très importants du point de vue qualitatif pour la construction de l'union politique et de l'union économique et monétaire. Sur ces points nos positions sont des positions très proches qui nous permettent donc de faire un travail sérieux et qui progresse. La semaine prochaine, avant le sommet, des réunions internationales sont prévues. Il s'agit de réunions permettant de voir quel est le niveau de convergence des positions. Donc, nous aurons un conseil des ministres, nous aurons aussi une réunion des ministres de l'économie et des finances qui ont fait un effort pour rapprocher leurs positions. Il y aura aussi une réunion de l'UEO et le sommet de Rome de l'Alliance atlantique. Je ne voudrais pas parler trop longtemps. Nous avons aussi analysé la situation en Yougoslavie. Vous verrez sur le communiqué le résumé très analytique de nos conversations et bien sûr nous nous inquiétons de l'évolution des événements et nous lançons un appel sans malheureusement avoir beaucoup d'espoir d'être écoutés. S'il n'y a pas de résultat positif, de nouveau nous ferons appel au bon sens des parties avec l'aide des pays de l'Est et de l'Union soviétique c'est-à-dire l'autre pendant de l'Europe. Nous avons aussi parlé du récent accord de paix sur le Cambodge qui vient d'être signé à Paris après de longs efforts et des négociations difficiles ainsi que de la conférence sur le Proche-Orient qui va avoir lieu à Madrid très prochainement.

Voici donc les aspects multilatéraux de nos conversations. Normalement, des accords lorsqu'ils sont signés représentent tout un travail préalable de résolution des problèmes qui affectent les relations bilatérales dans le développement normal et lors de ce sommet on ne voit pas apparaître les problèmes. Ici c'est le cas même où nous avons analysé l'état de nos relations bilatérales. J'ai expliqué au Président notre analyse politique sur la situation du terrorisme dans la conjoncture qui est la nôtre. Pour résumer, je vous rappellerai l'analyse que j'ai faite en juin sans me résumer

qui est la nôtre. Pour résumer, je vous rappellerai l'analyse que j'ai faite en juin sans me répéter mais en m'y référant puisque tous les moyens de communication disposent de ces références. J'insisterai simplement sur le fait qu'il faut considérer cette analyse dans son ensemble et j'ai fait allusion à ce moment-là qu'il me faudrait revenir sur ces idées d'ici quelques mois. Comme c'était en juillet, eh bien, je vous le rappelle, ce phénomène du terrorisme implique le fait que l'Etat espagnol ne pourra être soumis à aucun chantage. Donc nous n'accepterons en aucun cas le chantage des terroristes. Le Président Mitterrand a accepté un engagement qui date de 1983 et qui concerne la coopération inter-gouvernementale. Les deux pays sont très engagés dans ce sens. Ceci les amènera à accepter toutes sortes de conséquences et à ce moment-là il m'a même dit : "s'il y avait une situation qui impose un complément à cet engagement n'hésitez pas à me le faire savoir". A partir de l'analyse que j'ai faite en juillet, j'ai demandé donc au Président cet effort supplémentaire pour essayer d'éliminer le terrorisme. Je ne vais pas m'étendre plus longtemps, mais, au niveau bilatéral de nouveau, je dois demander à l'opinion publique espagnole de remarquer qu'il y a eu un changement depuis 1983. Jusqu'à maintenant, la solidité de nos relations n'est pas du tout remise en cause par des contentieux, des problèmes qui pourraient se poser. La volonté de l'Espagne et la volonté de la République du gouvernement français, est de renforcer ces relations bilatérales puisque nous avons pour base commune la construction de l'Europe. C'est un travail qui demande des années. On n'a jamais connu dans l'histoire une époque comme celle-ci et ceci nous poussera à continuer, à renforcer ces liens et ces politiques qui nous permettent d'établir ces liens, qui se cristalliseront par une union politique et monétaire au niveau européen avec d'autres pays d'Europe c'est ce que l'on appelle le processus vers l'union européenne. Je vous remercie. C'est un résumé très bref de nos conversations et je vais donner maintenant la parole aux personnes présentes.\

LE PRESIDENT.- De mon côté, je n'ai rien à ajouter et nous nous sommes concertés, nous nous sommes beaucoup vus toute cette journée, puisque depuis mon arrivée nous n'avons cessé de débattre ensemble, le Premier ministre et moi-même pour achever cet après-midi par le débat collectif, où se trouvaient tous les ministres délégués pour ce Sommet entre l'Espagne et la France. Nous sommes tout à fait d'accord sur ce qui a été dit, je préfère attendre les questions pour préciser tel ou tel aspect des choses. Je tiens, en tout cas, à remercier M. Felipe Gonzalez et les personnalités espagnoles présentes. L'Espagne n'a ménagé aucun effort pour être agréable aux Français.\

QUESTION.- Monsieur le Président, ne regrettez-vous pas aujourd'hui que la Conférence de Paix sur le Proche-Orient ait lieu à Madrid et pas à Paris ? Compte tenu du fait que la formule française de cette conférence n'a pas été retenue, pensez-vous que ses chances sont compromises ?

- Et au Premier ministre Gonzalez, la question est : compte tenu du fait que la Conférence aura lieu à Madrid, cela veut-il dire que vous croyez en ses chances ? Deuxième question, êtes-vous prêt à accueillir cette conférence jusqu'à sa fin, c'est-à-dire les bilatéraux et les multilatéraux auraient-ils lieu à Madrid ?

- LE PRESIDENT.- Pour ce qui me concerne, on ne peut pas tout faire à Paris. Quand même, en l'espace de quelques mois, quelques années, mois, surtout depuis quelques mois, on a eu la Conférence sur l'interdiction des armes chimiques, nous avons eu la Conférence de la CSCE, avec l'adoption de la Charte de Paris, c'est-à-dire la fin de la guerre froide, la fin des blocs, l'engagement pris par tous les pays d'Europe de résoudre leurs problèmes de façon pacifique, ce qui est considérable. Il y a quelques jours seulement, la Conférence de paix pour le Cambodge. Tant mieux pour Madrid, c'est très bien, Madrid n'est pas loin de Paris, et cela nous est très agréable de savoir que nos amis espagnols vont pouvoir à la fois servir d'hôte à cette importante Conférence, et le cas échéant se rendre, comme ils savent le faire, très utiles aux différents négociateurs. Est-ce que je regrette la formule proposée par la France ? pas simplement par la France, au début c'était par la France et l'Egypte ensemble, puis l'Union soviétique à sa manière je pense que cette formule était préférable, mais ce qui est préférable, c'est qu'il existe une conférence, et comme c'est cette formule-là qui a prévalu, eh bien, bonne chance à la Conférence de Madrid pour les relations israélo-arabes, pour le retour à la paix. Je n'ai donc pas du tout de

regret à formuler. Vous me demandez mon pronostic, je ne vais quand même pas à 4 jours, 5 jours du début de cette Conférence, la marquer d'un signe sombre. L'accord sur les procédures c'est déjà un résultat remarquable. Le fait que les adversaires en présence soient désormais face à face, mais dans un dialogue, c'est un grand progrès. Bien entendu, comme les problèmes de fond n'ont pas encore été examinés, j'observerai avec un grand intérêt les nouveaux progrès qui pourraient être accomplis.\

M. FELIPE GONZALEZ.- Je commentais avec le Président de la République ce qui parfois semble incroyable du point de vue de la transmission à l'opinion publique des faits, c'est un phénomène, d'ailleurs, que nous rencontrons assez souvent, nous responsables politiques, et je lui disais : jeudi dernier, nous avons reçu une demande d'organisation pour le 29 ou le 30, je vous parle de jeudi dernier, pour organiser donc cette conférence internationale sur le Proche-Orient. Je pourrais préciser : jeudi à minuit. Bien sûr nous nous sommes sentis très honorés de pouvoir contribuer à un tel effort qui va dans la meilleure des directions possibles pour l'être humain à savoir : obtenir une paix durable et juste. Et nous faisons tout le travail dont nous sommes capables, en essayant de faciliter les choses aux personnes qui doivent participer à cette Conférence nous ne pouvons rien dire sur la poursuite de la Conférence. Et même si nous le pouvions, nous ne voudrions pas en parler, en tout cas pas pour l'instant, mais je dois dire que nous ne pouvons pas pour l'instant. La seule chose que nous pouvons faire est de nous mettre, nous Espagnols, à la disposition des personnes et des parties concernées par l'effort de pacification dans la région.\

QUESTION.- Vous avez dit que vous avez demandé un effort supplémentaire au Président Mitterrand pour la collaboration anti-terroriste du côté espagnol & il existe une opinion comme quoi la France ne collabore pas assez dans ce domaine, monsieur le Président quel est votre sentiment ? Est-ce qu'il ne serait pas souhaitable d'en revenir au temps du gouvernement Chirac, c'est-à-dire utiliser la voie d'urgence ?

- M. FELIPE GONZALEZ.- Je dois dire, si M. le Président me le permet, que la coopération dans ce domaine est issue d'une analyse rigoureuse et profonde de la situation de décembre 1983. J'ai une bonne mémoire pour les événements importants et depuis ce moment-là, la coopération a existé. Le Président de la République française était M. Mitterrand et il est toujours Président de la République française actuellement, il y a eu un changement qualitatif d'orientation dans un domaine extrêmement sensible à l'opinion espagnole comme on peut s'en douter sous la présidence de M. Mitterrand. Cette coopération a été constante. Le gouvernement à majorité socialiste et les gouvernements de cohabitation ont toujours maintenu cette coopération. Je crois que les deux parties ont tenu à ne pas rendre idéologique cette coopération entre les Etats, par conséquent il ne faut pas lui donner un caractère différent selon la force politique au pouvoir. La justice historique est de rappeler que c'est M. Mitterrand qui a fait changer les relations entre l'Espagne et la France aussi dans ce domaine. La coopération a progressé au cours des années : du point de vue quantitatif elle s'est intensifiée pendant l'époque du gouvernement Chirac et du point de vue qualitatif elle a été plus intense dans la période qui a suivi. Par conséquent il ne s'agit pas de savoir quel est le modèle à choisir pour lutter contre le terrorisme & il nous a semblé souhaitable - et là je veux dire quelque chose et que je dis d'ailleurs souvent à nos amis français - lorsqu'un pays comme l'Espagne souffre de ce fléau qu'est le terrorisme, il veut toujours aller plus loin dans son élimination et quelquefois cela devient possible. On peut redoubler les efforts. C'est ce que je demande en ce moment, et j'ai des raisons tout à fait justifiées de demander ce redoublement d'efforts. Le Président de la République française l'a fort bien compris et nous allons redoubler d'efforts. Mais si l'option doit être d'aller vers une politique sélective dans la lutte contre le terrorisme en ce qui concerne la direction de l'ETA par exemple ou vers une politique quantitative, là je crois que la réponse est claire : la politique sélective est je crois transcendante pour ce qui est de l'élimination du terrorisme.

- LE PRESIDENT.- Du côté du terrorisme, la situation est tout à fait claire. Rien ne sera négligé par la France dans la ligne de la politique inaugurée en 1983 qui, comme vient de le dire M. Felipe Gonzalez, changeait la politique antérieure, c'est-à-dire avant 1981.

- Deuxièmement, je ne sais pas s'il existe une opinion en Espagne selon laquelle la France n'est pas à fond engagée dans la lutte contre le terrorisme et si c'est le cas c'est une opinion sectaire et fautive. Je vous charge, si vous le voulez bien, de transmettre mon opinion.

- Troisièmement, je voudrais vous faire une remarque : je ne me mêle pas des problèmes de politique intérieure espagnole.

QUESTION.- Je voulais parler de la construction européenne dans le domaine de la sécurité et de la défense et comment cela est compatible avec les décisions qui pourraient être prises au niveau de l'OTAN ou ce qui pourra être décidé en la matière lors du Sommet de Maastricht. Pensez-vous qu'à Rome il y aura des positions qui feront obstacle à une position commune en ce qui concerne les sujets de sécurité en Europe ?

- LE PRESIDENT.- S'il devait y avoir obstacle à Rome pour la conclusion des accords de Maastricht, la France ne donnerait pas son accord à Rome. C'est aussi simple que cela.

- FELIPE GONZALEZ.- Je crois que c'est clair, mais je ne crois pas qu'il y aura des obstacles à Rome qui ensuite remettront en question les résultats de Maastricht. Je ne dis pas qu'il n'y aura pas de tentation de voir se produire ce genre de chose mais je ne crois pas.

- LE PRESIDENT.- Ne soyons pas pessimistes. Il existe vous savez une infinité d'expressions diplomatiques qui peuvent être très satisfaisantes pour tout le monde, ce qui est d'ailleurs l'objectif de la diplomatie.

QUESTION.- Je voudrais demander au Président Mitterrand, pour revenir sur ce thème de sécurité européenne, s'il avait été déçu ou surpris de la réaction négative de l'OTAN à la proposition franco-allemande d'armée européenne et je voulais aussi lui demander, pour parler sur le thème basque, si la France va intensifier sa coopération avec l'Espagne, s'il y a quelque chose de concret de prévu à la suite des derniers attentats de l'ETA ?

- LE PRESIDENT.- Madame, vous m'obligez à me répéter. Intensifier, autant qu'il le faudra. Il y a une intensification du terrorisme ? Il va y avoir une intensification des mesures de répression contre le terrorisme, de surveillance, de précautions et de sanctions. C'est tout ce que je peux dire et la France ne refuse rien à tout ce qui est conforme à la souveraineté nationale espagnole et à la souveraineté française. Nous sommes vraiment à la disposition pour faciliter le retour à la paix civile en Espagne. Que voulez-vous que je vous dise de plus ? Intensifier, cela veut dire quoi ?

- Je sais bien qu'il y a des campagnes de presse en Espagne mais j'y suis très habitué depuis longtemps.

LE PRESIDENT.- Pour le problème de savoir si j'ai été déçu par les décisions de l'OTAN ? Moi je ne connais pas les réactions de l'OTAN. A quoi faites-vous allusion ? Le secrétaire général de l'OTAN, moi je ne le connais pas. Le secrétaire général exprime les décisions de l'OTAN. Jusqu'ici, il n'y a pas encore eu de décisions.

- QUESTION.- Est-ce que vous avez discuté du projet franco-allemand de l'armée commune et aussi du projet de la proposition italienne ?

- LE PRESIDENT.- J'étais en Italie la semaine dernière. On a discuté de cela avec M. Andreotti et M. de Michelis et nous nous sommes trouvés tout à fait d'accord. Je ne pense pas que les Italiens pourraient être d'accord à la fois sur des positions contradictoires. Je m'en tiens à ce qui a été dit devant la presse, à Viterbe, il y a quelques jours. Nous sommes d'accord avec le gouvernement italien pour pousser les feux d'une défense européenne, d'ailleurs parfaitement compatible, avec le maintien de la sécurité par l'OTAN. Nous sommes membres de l'OTAN autant que les autres, pas comme les autres, mais autant que les autres. La seule différence que nous ayons avec les autres, c'est que nous ne sommes pas membres du commandement militaire intégré. On oublie toujours cette distinction qui est capitale. Nous n'avons d'ailleurs pas du tout l'intention d'y revenir mais cela ne se passe pas mal du tout. On va discuter à Rome, nous allons rencontrer des puissances amies, alliées avec lesquelles nous travaillons sans cesse. Nous souhaitons donner un développement à l'UEO. Je ne vois pas pourquoi cela choquerait quiconque. L'Europe existe, tente d'exister. S'il devait y avoir une difficulté, on l'abordera dans un esprit de synthèse. Je répète que rien à Rome ne pourra être accompli qui puisse nuire à la construction européenne de Maastricht.

construction européenne de Maastricht.\

M. FELIPE GONZALEZ.- En ce qui me concerne nous avons été en conversation constante ces derniers temps. Il y a un mois, pas plus, j'ai rendu visite à M. Mitterrand à Paris et nous avons parlé de ces sujets. Mais pour ne pas revenir sur les mêmes choses j'aimerais dire qu'il y a plusieurs faux débats au niveau européen. L'un d'eux est justement celui qui existe lorsque l'on pense que les aspirations vers un système de sécurité dans la Communauté et de défense dans la Communauté doivent se faire à l'encontre du lien atlantique. C'est un faux débat et l'on utilise généralement ces termes pour nier les progrès en matière de sécurité et de défense au sein de la Communauté européenne. Il serait inimaginable d'envisager une politique extérieure qui n'aurait pas un versant politique de défense. Il y a d'autres faux débats et j'en cite un même si je n'entre pas dans le détail, le fait que certains opposent l'union européenne, politique, économique et monétaire c'est-à-dire l'effort vers l'accord que l'on veut obtenir à Maastricht et qui est opposé à la possibilité d'élargissement futur de la Communauté. Cela c'est un autre faux débat. Ou bien renforcer la Communauté, ou bien, l'élargir, c'est faux ! Pour s'élargir la Communauté devra renforcer ses structures et sinon il lui sera impossible de s'élargir, donc, il n'y a pas contradiction mais certains veulent y voir un débat, c'est donc un faux débat et je crois qu'il faut dépasser les malentendus engendrés par ces faux débats.

- LE PRESIDENT.- Depuis la Charte de Paris, la grande difficulté c'est qu'il n'y a plus d'ennemis. Il y a encore des armes. Il n'y a plus d'ennemis alors je me demande s'il n'y en a pas qui en cherchent désespérément - "cherche ennemis désespérément" cela vous rappelle quelque chose ? Mais comme il y a encore des armes il faut prendre des précautions. Souhaitons que la disparition des ennemis soit durable. C'est un très grand succès pour l'Alliance atlantique que d'avoir pu parvenir au point où nous en sommes : servir de point de ralliement à beaucoup de pays qui hier se reconnaissaient dans le Pacte de Varsovie mais ne menacer personne. Personne n'est menacé par l'Alliance atlantique et j'ai bien l'impression que plus personne ne la menace. Plutôt que d'avoir l'esprit chagrin, plutôt que de ne rencontrer que des diplomates éplorés - c'est vrai c'est difficile de faire la guerre tout seul - je pense que l'on doit s'efforcer de bâtir des systèmes communautaires, c'est ce que nous faisons en Europe.\

QUESTION.- Monsieur le Président Gonzalez est-ce que l'on doit comprendre que la semaine prochaine à Rome vous allez plaider avec force pour l'initiative franco-allemande de sécurité européenne et monsieur le Président de la République est-ce que je peux vous demander, je sais que demain c'est le jour de votre anniversaire que peut-on vous souhaiter pour votre anniversaire ?

- LE PRESIDENT.- D'y arriver.

- M. FELIPE GONZALEZ.- Ma réponse est simple, on n'a pas à discuter de la déclaration franco-allemande à Rome. C'est un débat différent : à Rome, on va décider, parler de la déclaration de l'Alliance atlantique, donc c'est quelque chose qui est différent, si l'on entrait dans cette discussion, je crois que ce serait un processus tout à fait erroné.\